

Plaidoyer en faveur de la protection des rivières du Québec

Mémoire de Sébastien Béland

Maraîcher biologique diversifié sur petite surface

Déposé dans le cadre de la Consultation sur
l'encadrement et le développement des
énergies propres au Québec

1^{er} août 2023

Une consultation bidon ?

D'entrée de jeu, il m'apparaît important de dénoncer la tenue de cette consultation publique en plein été, période où les gens sont en vacances, où les citoyens n'ont pas la tête aux débats politiques, où les groupes issus de la société civile sont en pause, bref, durant une période peu propice à une large participation citoyenne. Pour ma part, en tant qu'agriculteur, l'été n'est certainement pas un moment propice pour rédiger un mémoire et pour participer à une consultation publique. Mais je prends malgré tout quelques heures de mon temps pour partager mon opinion car la triple crise que nous vivons (crise climatique, crise environnementale, crise de la biodiversité), je la vis quotidiennement et j'en subis directement les impacts. Or, ce mémoire, je l'aurais voulu étoffé, j'aurais voulu effectuer de la recherche, j'aurais voulu peaufiner mes propos, les appuyer avec des références issues de la littérature scientifique, j'aurais voulu pondre un document solide avec un argumentaire soutenu. Mais puisque cette consultation se déroule en plein été, je dois me résigner à rédiger, à la dernière minute, un document moins élaboré. J'ai donc décidé de vous transmettre mes opinions issues de plus de 20 ans d'implication dans le domaine environnemental et politique.

En matière de consultation publique en plein été, le gouvernement de la CAQ n'innove guère car cette stratégie qui vise à éviter une large participation citoyenne a été largement utilisée par les gouvernements précédents, tant du côté du PLQ que du PQ. En fait, c'est une vieille stratégie qui a fait ses preuves. Les consultations publiques tenues à l'automne ou à l'hiver suscitent davantage de participation citoyenne que celles tenues durant le printemps ou durant l'été. Les conseillers politiques, les chefs de cabinet, les politiciens et tout le personnel politique est au courant que la tenue de consultations publiques durant l'été ne soulève pas d'engouement dans la population, et ce, peu importe le sujet de la consultation.

Une question se pose alors : pourquoi tenir une consultation publique de cette importance en plein été ? De deux choses l'une : soit que l'on désire éviter que des opinions contraires à la volonté gouvernementale se fassent trop présentes, ce qui obligerait le gouvernement à justifier et à défendre ses orientations, soit que l'on organise une consultation bidon dont les conclusions ne seront, de toute façon, pas prises en considération. On pourra ainsi prétendre que l'on est à l'écoute de la population alors que cela est totalement faux.

Une consultation publique devrait plutôt se dérouler à un moment où une forte participation citoyenne serait probable car une consultation publique, qui ne serait pas bidon, voudrait susciter un très large éventail d'opinions et de visions. L'objectif principal d'une consultation non bidon devrait être de représenter le plus possible les différents courants de pensée de la société civile. Une vraie consultation publique devrait justement être représentative de l'opinion de la population, sinon à quoi bon tenir une consultation publique, ne serait-ce que pour une question de marketing politique ? Mais pour obtenir le véritable pouls de la population, pour connaître les enjeux et les défis que la population a à cœur, pour être à l'écoute des solutions proposées, encore faut-il mettre en place les conditions propices pour susciter une large participation. Et ce n'est certainement pas en tenant cette consultation publique en plein cœur de l'été qu'on y arrivera. La

tenue de cette consultation publique en plein été est donc une preuve indéniable qu'il s'agit d'une consultation bidon.

Pour les gouvernements, une très large participation est synonyme d'une ouverture face à la volonté populaire, cela veut dire de peut-être modifier ses orientations, de changer son agenda politique et, se faisant, peut-être déplaire à certains puissants lobbys. Mais, semble-t-il, ce n'est pas l'intention du gouvernement Legault d'écouter la population ni de changer ses orientations en fonction des désirs de la population. Après tout, ce gouvernement n'a été élu que par 41 % de la population, ce qui, dans notre mode électoral désuet, équivaut à la possibilité de gouverner comme bon lui semble, et ce, même si 59 % de l'électorat n'a pas voté pour la CAQ lors de la dernière élection... En ce sens, nous pouvons nous poser la question suivante : ce gouvernement a-t-il la légitimité de prendre des décisions aussi importantes qui lieront les générations futures des prochaines décennies au sujet de la construction de nouveaux barrages hydroélectriques ?

L'environnement et le climat : vers une vision globale

Ça fait maintenant plus d'une vingtaine d'année que je milite pour la protection de ce qui importe le plus : l'environnement ! Pourquoi est-ce que l'environnement m'apparaît un sujet plus important que les autres? Tout simplement parce que tout dépend de l'environnement, à commencer par notre économie. Et s'il y a un sujet qui plaît aux différents gouvernements qui se sont succédés à l'Assemblée nationale depuis les dernières décennies, c'est bien l'économie.

Parler d'économie sans y associer l'environnement, c'est faire de l'aveuglement volontaire. Une grande partie de notre économie est actuellement basée sur l'utilisation sans limite des richesses naturelles. Les dividendes d'Hydro-Québec versés à l'État annuellement sont un bon exemple. Les économies régionales de nombreuses régions du Québec dépendent de l'extraction des matières premières : exploitation forestière, multiplications des projets miniers (alors que la décontamination autour des mines abandonnées n'est même pas terminée), puisage de l'eau à des fins diverses, dont l'embouteillage, etc. Si l'environnement de ces régions s'effondre, leurs économies locales s'effondreront également, entraînant avec elles l'économie de tout le Québec. Les régions agricoles dépendent également de la qualité de l'environnement qui les entourent pour faire rouler leur économie. Le maintien de la biodiversité assure un fragile équilibre entre les insectes ravageurs des cultures et les prédateurs présents. À l'inverse, une perte de biodiversité n'apportera que des problèmes : augmentation du nombre d'insectes ravageurs, migration simplifiée pour les espèces envahissantes, multiplication des maladies des plantes, etc.

Ne pas faire le lien entre la solidité de notre économie et la qualité de notre environnement, c'est diriger en affairistes. C'est fermer les yeux sur ce qui s'en vient : au lieu de se préparer, on accélère la cadence en espérant que le mur devant nous se tassera à la toute dernière minute ou qu'il disparaîtra comme par magie.

À l'échelle macro, une très large partie de l'économie planétaire est basée sur les richesses naturelles, sur l'exploitation des matières premières. Tous les biens que nous consommons, tous les échanges commerciaux internationaux, toute notre nourriture et même l'air que nous respirons

sont tirés de la nature. Ne pas en tenir compte, c'est carrément stupide. D'ailleurs, « le 2 août marque, cette année, la Journée de la biocapacité de la Terre selon les derniers comptes nationaux de l'empreinte de Global Footprint Network » (source : *Le Devoir*)

La triple crise dans laquelle la planète est désormais engagée, soit la crise environnementale, la crise de la biodiversité et la crise climatique, nous oblige à avoir une vision globale. Il faut éviter les analyses sectaires, les solutions orientées politiquement ou économiquement et les fausses bonnes idées. Vouloir à tout prix combattre nos émissions de GES est une bonne chose, mais cela ne donnera rien si, par exemple, on continue la déforestation de la forêt boréale québécoise ou si la surconsommation énergétique s'accroît. Le XXI^e siècle sera celui des crises, il faut en prendre acte.

Avoir une vision globale, c'est éviter le piège de solutions simplistes, ce que j'appelle les fausses bonnes idées. Par exemple, l'électrification des transports peut apparaître comme une excellente façon de décarboniser nos transports. Mais la tendance actuelle est à des véhicules électriques de plus en plus gros et de plus en plus énergivores. L'empreinte environnementale de la construction des véhicules électriques et de toutes ses composantes, y compris les batteries, doit être prise en considération pour savoir si vraiment l'électrification des transports, tel que nous la concevons aujourd'hui, est une bonne chose pour l'environnement. Décarboniser d'un côté pour carboniser de l'autre, ça ne change rien, ça revient à déshabiller Pierre pour habiller Paul. L'ensemble du cycle de vie des véhicules électriques, de l'extraction des matières premières (qu'elles proviennent du Québec ou d'ailleurs) jusqu'au recyclage des matériaux, doit être pris en considération avant de prétendre que les véhicules électriques sauveront la planète.

L'électrification des transports devra être accompagnée d'autres mesures afin d'atténuer les impacts qu'aura ce virage sur l'environnement et sur la demande en énergie, car forcément, avec la vision actuelle du gouvernement, on se dirige vers une augmentation sans précédent de la consommation électrique au Québec.

Premièrement, le nombre de véhicules en circulation sur les routes devra diminuer. Pour ce faire, une véritable politique de transport en commun doit être mise sur pied. Pas de simples projets à gauche et à droite, mais bien une politique nationale bien définie et surtout bien adaptée à la réalité du XXI^e siècle. Des phrases totalement honteuses du genre « Lâchez-moi avec les GES » de la part de ministres n'ont définitivement plus leur place à l'heure de la crise climatique. Les élus doivent agir en leader face à la crise climatique, non pas en climato-septique qui s'informent sur les médias sociaux. L'urbanisme et l'étalement urbain doivent être complètement revus et mis à jour afin de répondre aux défis qui s'en viennent. La façon de nous déplacer et de développer nos villes doivent faire l'objet d'une vaste réflexion collective. Ça n'a aucun sens qu'encore aujourd'hui, des élus se fassent élire en promettant un troisième lien (sans aucune étude appuyant leurs prétentions), en promettant plus de routes, plus d'asphalte et plus de béton. On doit s'inspirer des projets novateurs qui ont été réalisés ailleurs dans le monde.

Deuxièmement, les véhicules électriques doivent être éco-énergétiques et leur consommation d'énergie devra tenir compte de la capacité énergétique actuelle. C'est aux constructeurs

automobiles à s'adapter aux contraintes énergétiques et non pas aux États de s'adapter à la demande croissante en énergie. Sinon, les États seront voués à augmenter à l'infini leur production énergétique, une façon de faire qui date du siècle dernier et qui nous a mené tout droit à la crise climatique. La réglementation devra donc encadrer la consommation énergétique des véhicules électriques dans le projet d'électrification des transports.

Ainsi, la question à se poser est la suivante : est-ce que l'électrification des transports et la hausse de la demande en électricité justifie la construction de nouveaux barrages hydroélectriques ? Absolument pas !

Se faire des accroires

Au Québec, nous sommes passés maître dans l'art de se faire des accroires. Nous nous mentons à nous-mêmes et nous croyons nos propres fabulations, à telle enseigne que nous sommes convaincus, collectivement, que notre hydroélectricité est propre, qu'elle n'a aucun impact sur l'environnement, que la biodiversité n'est nullement touchée par la construction de barrages et que notre énergie dite « verte » ne crée aucun GES. Le titre même de la présente consultation, soit la « Consultation sur l'encadrement et le développement des énergies propres au Québec » est un exemple éloquent de la supercherie à laquelle nous avons tous et toutes adhéré dès notre tendre enfance. En effet, dans les manuels scolaires du primaire, déjà on parle de l'électricité québécoise comme d'une énergie propre, verte et renouvelable. Aucune nuance et absence totale de référence à quelque impact environnemental que ce soit, comme si, l'hydroélectricité était la formule magique pour sauver la planète de tous ses maux climatiques et environnementaux.

Pourtant, la liste des impacts environnementaux des barrages est longue et inquiétante. Il faut par ailleurs rappeler que lorsqu'une rivière est sacrifiée afin d'assouvir nos besoins insatiables d'énergie, ce n'est pas qu'une seule rivière qui sera détruite à tout jamais, mais également toutes les autres rivières avoisinantes qui seront détournées, partiellement ou presque complètement, pour alimenter les bassins de la rivière harnachée. Parmi la liste des impacts négatifs des barrages hydroélectriques sur l'environnement, notons notamment la production de GES, le réchauffement de l'eau, l'inondation de territoires forestiers, la pollution de l'eau au méthylmercure et la contamination de la chaîne alimentaire qui s'ensuit, la perte de biodiversité, la fragmentation des écosystèmes, la barrière de circulation pour les poissons, la déforestation des territoires inondés, la perte de territoires autochtones, la perte d'habitats fauniques, le réchauffement du climat local, etc. La diminution du niveau des rivières harnachées ou détournées a également un impact sur les bandes riveraines où s'effectuent des échanges importants entre les écosystèmes forestiers et les écosystèmes des rivières. Cette zone est le lien qui relie les deux types d'écosystèmes, ce qui en fait une zone très riche en biodiversité. Or, cette zone est largement affectée par les niveaux changeant des rivières harnachées ou détournées. Il en résulte une perte de ce lien primordial entre la vie aquatique et la vie terrestre.

Le transport de l'hydroélectricité sur de grandes distances a également d'énormes impacts sur l'environnement, à commencer par les déboisement massif des corridors de transport sur milliers de kilomètres. De plus, l'entretien des corridors de transport apporte son lot d'impacts

environnementaux notamment par la production de GES et par la pollution causée par l'utilisation de puissants herbicides.

Arrêtons de nous leurrer nous-mêmes et admettons collectivement une fois pour toute que notre hydroélectricité n'est pas aussi propre et aussi verte que l'on aime le prétendre. Même l'aspect renouvelable de l'hydroélectricité est questionnable en ce début de crise climatique. La variation importante des précipitations aura des effets sur le niveau des bassins d'Hydro-Québec. Personne ne peut prévoir avec certitude quels impacts aura le réchauffement planétaire sur les précipitations au Québec. Mais une chose est certaine : la crise climatique apportera un certain chaos en matière d'événements extrêmes. Est-il prudent dans ce contexte de tout mettre ses œufs dans le même panier, de ne miser que sur une seule forme d'énergie pour nos besoins futurs ? Poser la question, c'est y répondre !

Des solutions pour éviter la construction de nouveaux barrages

De l'aveu même d'Hydro-Québec, l'optimisation des installations hydroélectriques actuelles pourrait générer 5 fois la puissance des installations de la rivière Romaine. La première chose à faire est sans aucun doute de tout mettre en œuvre pour optimiser les barrages existants. Déjà, en ne faisant que cela, nous augmenterons notre capacité énergétique sans détruire de nouvelles rivières. Ça ne prend pas la tête à Papineau pour comprendre que cette avenue est la plus efficace et la plus prometteuse pour faire face à l'augmentation de la demande énergétique. Les grands barrages coûtent excessivement chers et prennent des décennies avant de se rentabiliser. L'optimisation des installations actuelles coûterait moins cher et se rentabiliserait plus rapidement.

La diminution de la consommation électrique et surtout la diminution du gaspillage apparaît comme des solutions très rapides et très efficaces pour diminuer la pression sur le réseau hydroélectriques. On parle de ces solutions depuis près de trente ans, mais force est de constater que le chemin parcouru est bien en deçà des attentes. On gaspille l'électricité de façon honteuse au Québec. Une sorte d'habitude crée par l'abondance et le bas prix historique de l'énergie au Québec. Les édifices publics des ministères, des écoles, des organismes gouvernementaux ne donnent certainement pas l'exemple, bien au contraire. Les villes, les ministères, les écoles, etc. doivent mettre de l'avant des plans de réduction de leur consommation énergétique et de réduction du gaspillage. À quand une loi obligeant les gestionnaires d'édifice gouvernementaux à diminuer leur gaspillage énergétique ? Mais au-delà de l'exemple que devrait donner l'appareil gouvernemental, une vaste réflexion collective devrait être effectuée vis-à-vis notre surconsommation énergétique. La hausse des tarifs d'Hydro-Québec, bien que cette mesure nécessite d'être modulée en fonction des revenus des ménages, apparaît inévitable. Plusieurs spécialistes prétendent d'ailleurs que faible coût de l'électricité au Québec est un frein au développement des autres alternatives dont l'éolien, le solaire et la géothermie. Ce n'est plus le temps de la sensibilisation, mais le temps de l'action : le Québec doit absolument réduire sa surconsommation !

Les tarifs préférentiels aux grandes industries est aussi un aspect qui doit être revu par le gouvernement et Hydro-Québec. Face à la crise énergétique qui affecte l'ensemble de la planète, sous quel prétexte les citoyens québécois doivent-ils financer les actionnaires de ces grandes entreprises qui investissent leurs profits ailleurs ?

L'efficacité énergétique est une autre solution très intéressante. Les modifications récentes au code du bâtiment sont trop timides en la matière. Les nouvelles constructions et les projets de rénovations, que ce soit dans les secteurs résidentiel, commercial ou industriel, devraient tous avoir comme priorité l'efficacité énergétique. Pour le secteur résidentiel, la grosseur des constructions récentes est un véritable frein à l'efficacité énergétique. On n'a qu'à se promener dans les nouveaux quartiers résidentiels des villes de banlieues pour constater que l'on frôle l'indécence en la matière. Plus une maison est grande, plus elle consommera d'énergie, peu importe les mesures mises de l'avant pour améliorer l'efficacité énergétique. Il importe donc de revoir les règlements et les codes en vigueur afin d'augmenter l'efficacité énergétique de nos bâtiments, mais également pour diminuer la surface des constructions résidentielles.

Par ailleurs, la surconsommation énergétique des Québécois provient également de leur surconsommation de biens et de produits car, il ne faut pas l'oublier, la production de biens et de produits nécessite une grande quantité d'énergie. Ça va de l'extraction des matières premières, en passant par la transformation, la fabrication et le transport des marchandises. La diminution de la surconsommation de biens et de produits est sans aucun doute une mesure des plus efficaces pour diminuer la demande énergétique, tant au Québec qu'ailleurs dans le monde. Le gouvernement a un rôle à jouer en la matière en donnant l'exemple bien entendu, en orchestrant des campagnes de sensibilisation et en surtaxant les produits de luxe, dont les appareils électroniques.

Je propose également un moratoire sur l'exportation de l'hydroélectricité québécoise. L'exportation ne vise pas, contrairement aux prétentions d'Hydro-Québec, à décarboniser la consommation énergétique des provinces maritimes, de l'Ontario et des États-Unis, mais bien à augmenter les profits de notre société d'État partiellement privatisée. Il y a à peine trois ans, Hydro-Québec prétendait que nous nagions dans les surplus énergétiques. Lorsque l'on a des projets d'exportation, on prétend que l'on a des surplus d'électricité, mais lorsque l'on désire construire des barrages, on prétend que l'on manquera bientôt d'électricité. Ça fait presque 22 ans que je suis l'actualité environnementale et ça fait 22 ans que l'on passe de surplus énergétique à pénurie énergétique : faudrait se brancher ! Mais la question à se poser est la suivante : Le marché de l'énergie aux États-Unis est un marché insatiable. Jusqu'où sommes-nous prêts à sacrifier nos plus belles richesses naturelles pour simplement faire plus de cash ? Sommes-nous prêts à tout détruire sur notre territoire uniquement pour augmenter nos profits ? À ce titre, les tarifs d'exportation sont si bas qu'on se demande, comme le soulevait Sophie Brochu, si nous ne sommes pas en train de devenir le Dollorama de l'énergie.

Protéger les rivières et diversifier nos sources d'énergie

Il ne reste plus beaucoup de grandes rivières naturelles au Québec, contrairement à ce que l'on croit. La plupart des rivières à grand débit ont été soit harnachées, soit détournées pour alimenter les bassins d'Hydro-Québec. Il est primordial de préserver le peu de rivières naturelles qui nous restent pour les générations futures. Un moratoire sur la construction de nouveaux barrages s'impose afin de préserver les rivières qui sont toujours intactes.

Il est par ailleurs possible de faire face à l'augmentation de la demande en électricité en diversifiant nos sources de production. Plusieurs options existent comme l'énergie solaire, l'énergie éolienne et la géothermie pour ne citer que celles-là. Mais il importe que ces secteurs se développent sous la gouverne publique et non par des entreprises privées, et ce, pour les mêmes raisons qui ont poussé le gouvernement à nationaliser l'hydroélectricité en 1962.

L'auto-production d'électricité n'est pas suffisamment soutenue au Québec, de sorte qu'elle demeure marginale et peu rentable. Le gouvernement devrait davantage soutenir l'acquisition de petites éoliennes et de petits panneaux solaires à des fins résidentielles. Au lieu d'investir dans d'immenses barrages qui ne se rentabiliseront que dans plusieurs décennies, le gouvernement devrait plutôt investir localement en subventionnant largement l'auto-production, notamment chez les agriculteurs.

En ce sens, la diversification de nos sources d'énergie est une excellente façon d'éviter la destruction de nos plus belles richesses naturelles.

Le Grand Canyon du Québec

La rivière du Petit Mécatina qui s'étend sur près de 700 km est située sur la Basse-Côte Nord et est ciblée par le gouvernement et Hydro-Québec pour y construire de nouveaux barrages. Ce joyau du Québec est parmi l'une des dernières grandes rivières sauvages du Québec. Elle possède un impressionnant canyon vertical d'une longueur totale de 15 km. C'est notre Grand Canyon à nous. Détruire cette rivière serait un sacrilège, un gros doigt d'honneur aux générations futures. Cette rivière, ainsi que toutes les autres rivières encore sauvages au Québec (Magpie, Moisie, George), mérite une protection contre tout développement de futurs barrages.